

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2015- 56**

Nombres de conseillers

En exercice	11
Présents	9
Votants	11
Absents	2
Exclus	0
Procuration	2

Date de la convocation

15 décembre 2015

Date de l'affichage

15 décembre 2015

DE LA COMMUNE DE CRAS

Séance du vingt et un décembre,

L'an deux mil quinze, **à 20heures 30.**

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Madame Nicole DI MARIA, Maire.

Etaient présents : DI MARIA Nicole – WATRE Didier – MARTOIA Guido – CHEVAL Bénédicte – VEYRET Gérard – CHARRIN Andrée – CROS Geneviève – DELACOUR Jean-Marie – DEPLANTES Françoise.

Etaient représentés : GUILLERME Sandra – MATT Alexandre.

Absent(s) excusé(s) :

A (ont) été nommé(e) (s) secrétaire(s). CHEVAL Bénédicte

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 123-13, L. 123-19 et L. 300-2 du code de l'urbanisme ;

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour un Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové ;

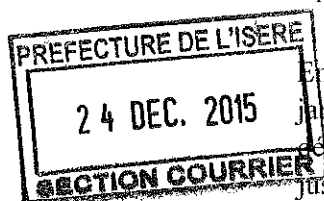
Vu la délibération du conseil municipal de Cras en date du 26 mars 2002 ayant approuvé son plan d'occupation des sols ;

Madame le Maire explique que le plan d'occupation des sols de la commune de Cras a été approuvé par délibération en date du 26 mars 2002.

Depuis, le contexte législatif et intercommunal a évolué, justifiant ainsi la mise en révision du POS de la commune. La loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000 puis les lois issues du Grenelle de l'Environnement (loi du 13 août 2009 et du 12 juillet 2010) et ALUR (loi du 24 mars 2014) ont renouvelé de manière considérable le cadre législatif et réglementaire dans lequel les communes définissent leur politique locale d'aménagement.

A l'échelle supra-communale, la fin de l'année 2012 a été marquée par l'approbation du schéma de cohérence territoriale de la région urbaine grenobloise. Le SCoT, avec lequel les documents d'urbanisme locaux doivent entretenir une relation de compatibilité, fonde le développement de la région urbaine grenobloise à l'horizon 2030 sur la mise en œuvre de 3 axes majeurs visant à :

- équilibrer les territoires pour une croissance partagée en intégrant au PLU des objectifs minimum de construction de logements et de densité plancher dans les espaces préférentiels de développement urbain,
- conforter les pôles urbains, notamment au voisinage des axes de transport public performants en imposant des densités minimales pour les opérations nouvelles ;
- préserver les espaces naturels et agricoles.



En outre, la loi ALUR a décidé de rendre caducs les POS à compter du 1^{er} janvier 2016, sauf si la mise en révision a été décidée au plus tard le 31 décembre 2015. Dans ce cas, les dispositions du POS continueront à s'appliquer jusqu'au 27 mars 2017 au plus tard.

Le conseil municipal de Cras s'est réuni le 1^{er} décembre 2015 afin d'évoquer les conséquences de cette caducité pour la commune de Cras et déterminer les alternatives à un retour au règlement national d'urbanisme. Il en est ressorti que le conseil municipal s'est prononcé en faveur du PLU.

Il importe donc pour le conseil municipal de prescrire la révision du POS, mais aussi selon les dispositions de l'article L. 123-6 de définir les objectifs poursuivis et les modalités de concertation avec le public, les associations locales et les autres personnes concernées.

La définition des objectifs poursuivis par la révision du POS fera l'objet d'une délibération complémentaire.

Madame le Maire explique les différences entre POS et PLU.

Le PLU est un document plus adapté aux enjeux que connaissent les communes aujourd'hui, dans la mesure où le code de l'urbanisme a créé une série d'outils juridiques visant à favoriser la mixité sociale, à lutter contre l'étalement urbain, à préserver la biodiversité, notamment par la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques.

Madame le Maire indique que le PLU, à la différence du POS, comprend un projet d'aménagement et de développement durables qui permet à la commune d'exprimer ses orientations en matière d'urbanisme, d'équipement, d'habitat, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, de développement économique... Le PLU comprend également des orientations d'aménagement et de programmation qui constituent le volet pré-opérationnel du PLU, permettant, à travers notamment des schémas d'aménagement, d'encadrer les futures opérations de construction ou d'aménagement pouvant se réaliser. Il comporte, comme le POS, un règlement et des documents graphiques au contenu plus élargi que le POS.

Madame le Maire rappelle, en application de l'article L. 300-2 du code de l'urbanisme, la nécessité d'organiser durant toute l'élaboration du projet de PLU une concertation associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Après avoir entendu l'exposé de Madame la Maire, et en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

1. de prescrire la révision du plan d'occupation des sols en vue d'élaborer un plan local d'urbanisme sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux dispositions des articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants du code de l'urbanisme ;
2. de soumettre, conformément à l'article L. 300-2 du code de l'urbanisme, à la concertation des habitants, des associations locales et des autres personnes concernées, l'élaboration du projet de PLU selon les modalités suivantes :
 - organisation d'au moins trois réunions publiques qui pourraient se tenir aux grandes étapes suivantes : la première, lors de la présentation du diagnostic et des éléments de cadrage juridique ; la deuxième lors de la présentation des réflexions du PADD ; la troisième avant l'arrêt du projet de PLU ;
 - mise à disposition d'un registre lors des réunions publiques afin de permettre l'expression écrite du public ; ce registre sera également disponible en mairie durant les 3 semaines qui suivent l'organisation des réunions publiques afin que le public puisse s'exprimer ;
 - permanences d'élus qui seront annoncées dans le journal municipal ou par voie d'affichage en mairie ;
 - information par voie de bulletins municipaux « la Crazette » ;

3. de donner délégation au maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de services concernant la révision du POS et sa transformation en PLU ;
4. de solliciter l'Etat pour qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les frais matériels et d'études nécessaires à la révision du PLU (article L.121-7 du code de l'urbanisme);
5. de dire que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes sont inscrits au budget de l'exercice considéré.

Les services de l'Etat seront associés à l'élaboration du projet de plan local d'urbanisme à l'initiative du Maire ou à la demande de Monsieur le Préfet.

Conformément aux articles L.123-6 et L. 121-4 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au Préfet de l'Isère ;
- au Président du conseil régional de Rhône Alpes ;
- au Président du conseil départemental de l'Isère ;
- au Président de l'établissement public du schéma de cohérence territoriale de la région urbaine grenobloise ;
- à la Présidence de la Communauté de Communes Chambaran-Vinay-Vercors ;
- au Président de la chambre de commerce et d'industrie ;
- au Président de la chambre des métiers ;
- au Président de la chambre d'agriculture.

Ces personnes publiques peuvent demander à être consultées, sur leur demande, au cours de l'élaboration du projet de PLU. Les associations locales d'usagers agréées ainsi que les associations agréées mentionnées à l'article L.252-1 du code rural seront également consultées, à leur demande.

Par ailleurs, Madame le Maire peut recueillir l'avis de tout organisme ou association compétents en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'environnement, d'architecture et d'habitat et de déplacement.

Conformément aux articles R.123-24 et R.123-25 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, et d'une mention insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour copie conforme au registre.

A Cras le 21 décembre 2015

Acte rendu exécutoire après le
Dépôt en Préfecture de Grenoble le
Et publication ou notification du



Le Maire,
N. DI MARIA